

La Lettre d'Informations ouvrières

x: IC

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

N° 118
ISSN-0183-9527

Lundi 5 mars 1979

Prix : 1 F

INFORMATIONS INTERNATIONALES (3)

Le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale a décidé, lors de sa dernière session tenue en janvier 1979, de publier régulièrement une *Lettre d'Informations internationales*. Cette lettre est publiée en français par la *Lettre d'Informations ouvrières*, deux fois par mois.

Le Bureau international a également désigné en son sein un Secrétariat international restreint, à même de se réunir entre les sessions du Bureau international et d'aider à impulser la discussion politique et la coordination entre les sections du Comité d'organisation.

Réunion du Secrétariat international

Ce Secrétariat international s'est récemment réuni. Il a notamment discuté du bilan de la Conférence européenne contre la répression tenue les 27, 28 et 29 janvier à Paris, et de sa signification du point de vue de la construction des organisations européennes du Comité d'organisation, ainsi que des tâches immédiates du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine. Le Secrétariat international a également abordé la question du développement de la discussion internationale avec le Secrétariat unifié. Enfin, il a adopté une déclaration politique sur la signification du commencement de la révolution prolétarienne en Iran comme ouvrant une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale. Le texte intégral de cette déclaration sera publié dans le prochain numéro de *La Vérité*. Nous en publions ci-dessous quelques extraits.

IRAN : NOUVELLE PHASE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

« (...) Désespérément et jusqu'à la dernière minute, Washington, Moscou et Pékin ont cherché à sauver le chah. Carter lui a réitéré son appui après les massacres du « vendredi noir », les dirigeants de Pékin ont volé à son secours, ceux de Moscou l'ont félicité pour son anniversaire.

Ce n'était pas là aveuglement de la part des représentants de la coalition contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, c'était au contraire lucidité ; ils étaient conscients du fait que le monarque sanglant était la clef de voûte du régime, que son départ rendrait la situation incontrôlable, et que les conséquences de l'effondrement du régime iranien auraient des conséquences effectivement incalculables.

Il faut prendre toute la mesure de ce qui s'est produit et va encore se développer. L'impérialisme mondial, à travers tout particulièrement l'impérialisme américain, vient de subir une défaite d'ampleur au moins égale à la défaite politique qu'il avait subie au Vietnam. Mais ce nouveau et formidable choc qui fait vaciller l'équilibre mondial prend toute sa dimension parce que s'ajoutant, s'intégrant à une situation déjà façonnée par la défaite de caractère mondial de l'impérialisme au Vietnam et par le fait que la révolution portugaise a mis la révolution prolétarienne à l'ordre du jour dans toute l'Europe, il modifie cette situation dans le sens de l'amplification et de l'approfondissement du caractère révolutionnaire de la période dans laquelle nous sommes engagés, dans le sens de l'aggravation de la crise généralisée de l'impérialisme, de la crise des formes de domination de toutes les bourgeoisies et de la crise de la bureaucratie du Kremlin, de celle de Pékin et des diverses bureaucraties satellites dont, dans tous les cas, le pouvoir et les privilèges dépendent du maintien de la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale.

C'est un pilier de l'ordre édifié à Yalta et à Potsdam qui s'effondre : on sait la place stratégique qu'occupe l'Iran, ce que signifie — de manière directe — la chute de la dictature pour l'équilibre dans tout le Moyen-Orient, pour le développement de la lutte des classes en Turquie et en Irak, les conséquences inévitables de cette chute pour tout le sous-continent indien (Pakistan, Afghanistan). On sait aussi les implications directes de la révolution en Iran comme facteur nourrissant la révolution politique en URSS, en particulier à partir de la question nationale puisqu'une partie de l'Azerbaïdjan est rattachée à l'URSS.

Mais il faut aller au-delà des conséquences directes pour importantes qu'elles soient...

La révolution prolétarienne qui a commencé en Iran est organiquement inscrite dans le développement de la nouvelle période de la lutte des classes ouvertes en 1968 (« période de l'imminence de la révolution »). Dans le développement de cette période, après le premier palier franchi en 1974-1976, c'est un nouveau tournant mondial qui s'amorce et la révolution prolétarienne en Iran est un élément essentiel dans la matérialisation de ce tournant. (...)

Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui en Iran, c'est l'approfondissement de la révolution prolétarienne.

L'avant-garde révolutionnaire exprimant consciemment les nécessités de la révolution ne renonce à la défense d'aucune des revendications démocratiques et nationales. Au contraire, elle est la seule à pouvoir défendre avec conséquence l'appel à une Assemblée constituante souveraine.

Mais, d'ores et déjà, le point atteint par la révolution prolétarienne pose la question du pouvoir, celle de l'Etat, à travers les organismes forgés dans le cours de la révolution.

Liquidation du vieux appareil d'Etat, liquidation de l'armée monarchique. Qu'à travers leur centralisation à l'échelle de tout l'Iran les comités substituent leur pouvoir au vieux Etat de l'exploitation et de l'oppression.

C'est pourquoi l'axe stratégique du combat politique aujourd'hui — nourri par l'ensemble des mots d'ordre répondant aux aspirations et aux revendications du prolétariat, des masses opprimées des villes et des campagnes, des peuples opprimés —, c'est la centralisation des organismes nés au feu de la lutte comme représentation organisée de l'ensemble des masses, dans l'objectif du pouvoir.

Tout le pouvoir aux comités d'ouvriers, de paysans et de soldats ! Vive la république des Conseils !

(...) Il n'y aura pas de victoire de la révolution prolétarienne en Iran sans la construction d'un parti révolutionnaire fondé sur le programme de la IV^e Internationale.

Le Parti socialiste des travailleurs, l'organisation qui vient de se constituer en Iran à partir du regroupement de groupes sympathisants du Secrétariat unifié et de militants affiliés au Comité d'organisation, peut être le creuset d'un tel parti. Cela dépend des capacités à rigoureusement déterminer sa base programmatique et à répondre à partir de là aux questions stratégiques et tactiques que pose et posera le développement de la révolution (...). La construction d'un parti révolutionnaire en Iran est inséparable du combat d'ensemble pour la reconstruction de la IV^e Internationale comme Internationale unifiée sur la base de son programme de fondation. »

QUEBEC : LE COMBAT POUR DES CANDIDATURES OUVRIERES

Au Canada, la prochaine échéance politique est constituée par les élections fédérales. Ces élections prennent une signification toute particulière au Québec, car elles se préparent de la part de l'Etat fédéral canadien et du gouvernement Trudeau par le déchainement d'une campagne forcenée contre le droit du peuple québécois à disposer de lui-même, c'est-à-dire à se séparer de l'Etat fédéral, Etat qui trouve son origine dans « l'Empire britannique » et qui demeure fondé sur ses liens avec la Couronne.

Mais, au Québec, où aux dernières élections provinciales, le parti nationaliste bourgeois qu'est le Parti québécois l'a emporté en se présentant comme le parti de l'indépendance, la classe ouvrière ne dispose pas — en dépit de la force de ses organisations syndicales — d'une organisation politique indépendante.

C'est pourquoi les militants réunis dans le Regroupement des militants syndicaux regroupe ceux qui se prononcent pour la constitution d'un parti ouvrier fondé sur les syndicats, ont lancé un appel aux syndicats. La section canadienne du Comité d'organisation, le Groupe socialiste des travailleurs du Québec (GSTQ), soutient l'activité du RMS et ses militants sont actifs en son sein.

Cet appel constate qu'« à l'heure où le parti libéral de Trudeau, le parti conservateur de Clark, le parti libéral de Ryan (parti bourgeois québécois, défenseur ouvert de l'Etat fédéral, le Comité pro-Canada (coalition des défenseurs de l'Etat fédéral)) mobilisent leurs millions de dollars en propagande et veulent tout faire pour empêcher le peuple du Québec de disposer librement de lui-même, nous croyons que cette offensive en règle ne peut rester sans réplique. Or, qui peut organiser cette réplique si ce n'est les organisations des travailleurs, et au premier titre les syndicats ? »

Et l'appel se conclut en déclarant :

« En ce sens, et tout en étant convaincus que la question mérite d'être discutée le plus largement possible et évaluée en fonction des développements de la situation, nous croyons, pour notre part, que nos organisations syndicales doivent prendre l'initiative d'offrir une alternative de vote aux travailleurs contre les Trudeau-Clark. Nous pensons que la présentation d'un bloc de candidats des travailleurs dans les 75 comités fédéraux du Québec, appuyés activement par des milliers de militants du mouvement ouvrier, serait aujourd'hui l'alternative la plus claire à offrir pour permettre aux travailleurs, au peuple québécois de concentrer leurs voix contre la coalition de l'Etat fédéral, anti-québécoise et anti-ouvrière. »

BELGIQUE : DISCUSSION ENTRE LE GTB ET LA LRT

En Belgique, une première réunion a eu lieu entre une délégation de la direction du Groupe trotskyste de Belgique (section belge du Comité d'organisation) et une délégation de la direction de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (section belge du Secrétariat unifié). Les représentants des deux organisations ont constaté que la discussion entre elles s'inscrivait dans la discussion internationale entre le Secrétariat unifié et le Comité d'organisation. Les représentants de la LRT ont souligné que, par rapport aux problèmes de la lutte des classes en Belgique, le champ des divergences était étendu, que celles-ci portaient par exemple sur la caractérisation de la situation en Belgique, sur l'analyse du mouvement ouvrier chrétien, sur le mot d'ordre gouvernemental à mettre en avant, sur le fédéralisme.

Les représentants du GTB ont proposé qu'une première discussion s'engage sur la question du stalinisme dans la mesure où un cadre international avait été donné à cette discussion, par la publication conjointe par le Secrétariat unifié et le Comité d'organisation de document sur le stalinisme aujourd'hui. A travers une telle discussion pourrait naturellement être abordée la question de la fonction et de la politique du PC belge.

Une nouvelle rencontre, au niveau des directions, doit prochainement avoir lieu : c'est alors que la LRT donnera sa réponse à cette proposition du GTB.

Par ailleurs, les militants du GTB de Bruxelles ont organisé une réunion de compte rendu de la Conférence européenne contre la répression à laquelle plus de quarante militants ont assisté.

PROLONGEMENTS DE LA CONFERENCE EUROPEENNE CONTRE LA REPRESSION

Les militants membres des partis affiliés à la II^e Internationale présents à la Conférence internationale contre la répression tenue à Paris les 27, 28 et 29 janvier 1979 se sont réunis et ont adopté la résolution suivante :

« Les soussignés, militants socialistes présents à la Conférence européenne de Paris les 27, 28 et 29 janvier, membres des partis socialistes belge, italien, anglais, espagnol, allemand, irlandais, portugais, affiliés à l'Internationale socialiste

— se félicitent de la prise de position de l'Internationale socialiste réclamant la libération du militant tchécoslovaque J. Sabata ;

— décident d'œuvrer dans leurs partis respectifs pour qu'ils organisent auprès des ambassades et consulats de Tchécoslovaquie des démarches telles que délégations, manifestations, etc., jusqu'à la libération de J. Sabata — en particulier pour que l'Internationale socialiste prenne en charge la convocation et l'organisation d'une « journée internationale pour la libération de Sabata » où des démarches seraient effectuées simultanément dans tous les pays ;

— décident de garder le contact et de coordonner leurs efforts pour la réalisation de ces objectifs. »

La série en cours de la Lettre IO se termine au n° 118 pour la majorité des abonnés. (Le troisième nombre du code figurant sur l'étiquette indique le dernier numéro de l'abonnement en cours).

Faites parvenir votre étiquette, accompagnée d'un chèque de 30 F à l'ordre de Gérard ILTIS.